



Maison de l'Europe de Paris

JOURNAL PARLÉ

DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

Jeudi 19 octobre 2006

«L'Europe dans le monde – automne 2006 »

par Jean-Pierre GOUZY

Vice-président de la Maison de l'Europe de Paris
Président d'honneur de l'Association
des Journalistes Européens

L'avenir de la paix se joue, pour l'essentiel, de nos jours, dans l'ensemble de l'hémisphère nord, comme l'explosion atomique en Corée du Nord vient de le rappeler, mais aussi dans le vaste arc de cercle qui part de l'Asie du Sud-est en Indonésie pour aboutir à la Méditerranée sur les rivages du Proche-orient et du Maghreb. Les pays concernés sont, certes, en proie à des facteurs d'instabilité d'intensité variable. Un point commun à cet éveil du fanatisme, même si ce n'est pas le seul (par exemple, pour le moment, la Turquie est confrontée à un terrorisme d'origine ethnique avec les Kurdes), les facteurs de plus en plus difficiles à maîtriser concernent, en effet, l'islamisme radical en mal de Djihad (guerre sainte)...

DE L'INSULINDE A L'INDE

- En Asie du sud/sud-est, d'abord : les attentats d'Octobre 2002 et 2005 qui ont causé, à notre connaissance, la mort de 228 personnes, ont été attribués au « Jemaah Islammyah », variante indonésienne d'Al Quaida. Il en va de même pour l'attentat survenu à Djakarta en 2003 (14 tués, 152 blessés). D'autre part, les accords de paix signés aux Iles Célèbes n'ont pas empêché les violences religieuses entre chrétiens et musulmans, provoquant des réactions passionnelles partout où les communautés chrétiennes ont subsisté, par exemple à Timor et dans certaines îles de la Sonde. Il n'est pas, en effet, inutile de rappeler au passage que l'Indonésie, avec ses quelque 242 millions d'habitants, constitue la plus forte des communautés de religion islamique au monde. Aux Philippines voisines, l'activité insurrectionnelle des groupes armés islamiques et/ou communistes est sporadique. Celles des islamistes du groupe Abou Sayaf sont activement combattues par l'armée régulière appuyée par des militaires américains qui assurent le soutien logistique de la traque. Les musulmans représentent environ 10 % de la population. Ils sont essentiellement concentrés dans la grande île sudiste de Mindanao. Près de 90 % de la population des Philippines est d'origine chrétienne, mais, désormais des centaines de milliers de Philippines vont travailler en Arabie saoudite et la plupart d'entre eux reviennent au bercail convertis à l'Islam. Signe des temps !
- Dans le sud musulman de la Thaïlande, la situation préoccupe le gouvernement de Bangkok où les militaires ont pris le pouvoir le 20 Septembre, même si les troubles restent localisés au sein de plusieurs provinces proches de la frontière malaise. Ainsi, depuis Janvier 2004, des vagues d'attentats islamistes à tendances séparatistes auraient causé la mort de plus de 1500 personnes. Ce qui est loin d'être négligeable
- En Inde, superpuissance en formation de l'Asie du Sud, avec son milliard 100 millions d'habitants, dont le P.I.B. croît désormais à près de 9 % l'an et dont le potentiel nucléaire est déjà remarquable, sept sanglants attentats quasi simultanés, imputés par New-Delhi aux islamistes Cachemiris, avec l'appui des services secrets Pakistanais, ont ravagé les centres ferroviaires de Bombay, le 12 Juillet dernier, tuant 181 personnes et en blessant 700 autres. Bombay, mégapole de désormais 18 millions d'habitants, est considérée comme la capitale économique de l'Inde. C'est ainsi qu'un des grands pays porteur d'avenir, en ce début de XXIe siècle, n'est pas, lui aussi, à l'abri de violences sauvages.

Le premier ministre indien, Manmohan Singh, a exigé le 14 Juillet écoulé, un « engagement ferme de la part du Pakistan pour que le territoire de l'Inde ne soit pas utilisé comme support pour des actes terroristes ».

Le pays de Gandhi et de la non-violence a l'arme atomique depuis 1998, année où, comme par hasard, le Pakistan a fait exploser, lui aussi, sa propre première bombe nucléaire. De plus, on laisse entendre que le Pakistan a peu apprécié les essais de missiles balistiques de longue portée auxquels l'Inde a procédé le 9 Juillet dernier. Ces missiles « Sorya » (soleil) permettent de frapper au-delà de l'Asie du Sud, puisqu'ils peuvent atteindre Pékin ou Shanghai. A fortiori Islamabad, capitale du Pakistan.

Je rappelle le voyage de George Bush à Delhi, en Mars dernier. Voyage qualifié d'historique en raison d'un accord destiné à permettre des transferts technologiques précieux, au profit de l'Inde, notamment dans le domaine nucléaire. Cet accord qui n'est pas encore entériné par le Congrès, n'a pas forcément plu aux Pakistanais, même si leur président, le général Pervez Musharraf, arrivé au pouvoir en 1999, à la suite d'un coup d'état militaire, coopère officiellement, de manière étroite avec les Etats-Unis contre le terrorisme. Mais, Musharraf a déjà échappé à trois attentats et nul ne pourrait dire ce qui se passerait au Pakistan au cas où il disparaîtrait brutalement par la même voie expéditive.

BALOUTCHISTAN, WAZIRISTAN, AFGHANISTAN

Grand pays de 165 millions d'habitants, à démographie galopante (moins de 50 millions en 1961), le Pakistan est musulman à 97 % dont, grosso modo, trois quarts de Sunnites, et un quart de Chiïtes.

Jeune puissance nucléaire, le Pakistan construirait à Khushal un réacteur à eau lourde capable de produire assez de plutonium pour fabriquer 40 à 50 armes atomiques par an. Après tout, il n'y a là rien de surprenant, c'est bel et bien le « père » de l'arme atomique pakistanaise, Abdul Qadeer Kahn, aujourd'hui malade et en résidence surveillée, qui a dévoilé les secrets nucléaires nécessaires à la fabrication de l'arme atomique en Iran et en Corée du Nord. Voici, d'une certaine façon, comment on joue avec le feu... Nous ne nous étendrons pas sur l'insécurité et les attentats au Pakistan. Ils sont monnaie courante, mais nous attirerons l'attention sur deux points : d'abord, sur les bords de la Mer d'Oman, l'Etat du Baloutchistan, entité voisine de l'Iran et de l'Afghanistan, et par ailleurs membre de la République fédérale islamique du Pakistan est en quête d'indépendance. A ce titre, il est périodiquement le théâtre de troubles violents. Mais, surtout les NWFP (territoires de l'est pakistanaise qui jouxtent la frontière afghane sur des centaines de kilomètres), notamment dans les régions montagneuses du Waziristan, encore connues sous le nom de « zones tribales », ne sont pas vraiment contrôlés par l'armée pakistanaise et servent de base arrière aux talibans et militants d'Al Qaida qui combattent en Afghanistan.

Les forces militaires pakistanaises ont tenté de remettre en cause récemment le statut de quasi indépendance de ces zones tribales. Résultat : elles ont perdu au moins 600 hommes sur les 80.000 engagés dans les combats avec les islamistes, sans parvenir à « boucler » les frontières ou même arrêter les infiltrations incessantes de Moudjahidins et d'armes. C'est probablement dans ces régions quasi inaccessibles d'ethnie pachtoune des deux côtés de la frontière afghano-pakistanaise que se cache toujours, en gardant sa mobilité, l'état-major d'Al Qaida et son demi-dieu mort vivant : Oussama Ben Mohammed Ben Awaïd Ben Laden.

Pour Mme Benazir Bhutto, ancien premier ministre du Pakistan, destituée en 1990, après avoir été accusée de népotisme : « la dictature militaire fait du Pakistan une plaque tournante du terrorisme ». C'est exact. De même, le fait que le Pakistan ait adopté la charia, l'année qui suivit son départ et que les droits de l'homme y soient foulés aux pieds. Mais aujourd'hui, existe-t-il une autre alternative crédible au Pakistan, que celle, pire encore, d'un radicalisme fondamentaliste généralisé dont les proches de la puissances américaine seraient, par définition, totalement éliminés ?

- Dans ces conditions, on comprend mieux pourquoi dans l'Afghanistan voisin, les talibans, les fidèles de Ben Laden, plus un certain nombre de chefs de guerre, relèvent la tête... Façon de parler d'ailleurs, quand il n'est question que d'insécurité, de meurtres, d'enlèvements, de narcotrafics à grande échelle, et désormais de plus en plus, à la manière de ce qui se passe en Irak, d'attentats suicides.

Circonstance aggravante, l'insécurité est de retour à Kaboul, la capitale, et dans le sud du pays. Ceci grosso modo cinq ans après que les américains décidés à poursuivre Ben Laden et sa bande dans leurs réduits afghans, aient déclaré les en avoir chassés en même temps que le gouvernement taliban du mollah Omar, avec l'accord des Nations Unies. C'est encore les américains qui ont installé au pouvoir, à leur place, Hamid Karzaï, un pachtoune . Celui-ci, bien que rescapé de plusieurs attentats, avait réussi, grâce à la protection de la FIAS (force internationale d'assistance à la sécurité) créée par l'ONU dans le grand Kaboul, à installer un régime acceptable pour la communauté internationale. Le 4 Janvier 2004 naissait donc une nouvelle République Islamique avec une assemblée, vaille que vaille, élue au suffrage universel. Entre temps, la FIAS était passée sous commandement OTAN et avait vu son mandat s'étendre à l'ensemble de l'Afghanistan. Aujourd'hui de 5.000 hommes, les forces de l'OTAN sont passées à plus de 31.000, parmi lesquels 1.200 français. A côté de la FIAS, les Etats-Unis continuent à diriger depuis 2001 une opération baptisée « Enduring Freedom » forte de 8.000 hommes, chargée de traquer les militants d'Al Qaida. A quoi s'ajoutent 30.000 hommes d'une armée afghane qui sort à peine des limbes et quelques forces de police, mais toujours incapables d'opérer seules.

L'OTAN donc, demande encore des renforts, et Oussama Ben Laden demeure introuvable, même si sa tête a été mise à prix pour 25 millions de dollars (ce qui n'est pas cher payé, quand il s'agit de régler son compte à celui qui a réussi à descendre en flammes, le 11 Septembre 2001, les tours du Trade World Center et à s'en prendre au Pentagone, entraînant dans la mort près de trois mille personnes). D'une certaine manière, les troupes de l'Alliance atlantique (curieux destin pour l'OTAN) ont, paraît-il, été surprises par « l'intensité des combats » et la dureté de la résistance talibane, bien armée grâce aux bénéfices que les producteurs de pavot empochent. Premier producteur d'opium du monde, l'Afghanistan est, ainsi, à l'origine de 90% de l'héroïne écoulee en Europe.

L'avenir afghan « est donc plus imprévisible que jamais ». C'est le moins qu'on puisse dire.

IRAN ET DEFI NUCLEAIRE

- Contrairement à leurs voisins Afghans qui sont à 80 % sunnites, les Iraniens qui ont plus de 900 kilomètres de frontières communes avec l'Afghanistan sont à 90 % chiites, encadrés par 180.000 mollahs et les Pasdarans.

L'Iran, grande puissance pétrolière mondiale, aspire à devenir le plus rapidement possible une puissance nucléaire, officiellement civile, mais en réalité, tous azimuts. Signataire du Traité de non prolifération nucléaire (ce qui n'est pas le cas pour l'Inde et le Pakistan), l'Iran a été accusé en 2003 par l'Agence internationale de l'énergie atomique, sise à Vienne, de n'avoir pas respecté ses obligations dans le cadre dudit traité et, tout au contraire, de les avoir développées en les soustrayant au contrôle des inspecteurs de l'Agence. Les Etats-Unis n'entretenant pas de relations diplomatiques avec la République islamique, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont tenté d'arriver à un arrangement négocié, obtenant du gouvernement iranien en Octobre 2003 qu'il suspende ses activités d'enrichissement d'uranium le temps de trouver, à l'amiable, une solution compatible avec ses engagements internationaux. De vraies tractations ont duré vingt deux mois, sans résultat. En Juin 2005, Mahmoud Ahmadinejad étant élu à la présidence de l'Iran, Téhéran a rejeté les propositions des européens, et annoncé la reprise de son programme. Vantant les qualités de son usine de conversion d'uranium d'Ispahan, au début de l'année en cours, Téhéran a ouvertement décidé de lever les scellés de ses centres de recherche nucléaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique, engageant les pays européens et les Etats-Unis, avec l'appui, pour la première fois, de la Russie et de la Chine, a saisi le Conseil de Sécurité de l'ONU du dossier iranien. Celui-ci, le 31 Juillet dernier, a adopté une résolution (1696) exigeant que l'Iran « suspende toutes les activités liées à l'enrichissement d'uranium d'ici au 31 Août, sous peine de sanctions internationales ».

Une nouvelle fois, l'Iran de M. Ahamadinejad s'est dérobé, estimant « impossible » de suspendre cet enrichissement dans les conditions actuelles et a même confirmé son intention de développer ses propres productions de plutonium.

Le Conseil de sécurité de l'ONU est désormais au pied du mur. George Bush demande à celui-ci de décréter des sanctions rapides, mais les membres permanents du Conseil de sécurité sont divisés. Or, une décision ne peut être prise à ce niveau et engager l'organisation internationale que si ses membres permanents sont tous d'accord. Un seul veto et aucun projet ne peut être pris en considération. La Chine et la Russie refusaient toujours, pour le moment, les sanctions.

Au point où en est arrivée cette affaire, les certitudes sont les suivantes :

- Téhéran l'a dit et répété sur tous les tons : l'Iran ne reculera pas d'un iota sur le dossier nucléaire. Au besoin, il sortirait du traité de non prolifération et interdirait toute poursuite des contrôles de l'AIEA. Toutefois, tant qu'il pourra continuer à jouer au chat et à la souris avec les occidentaux, il poursuivra la stratégie ambiguë qui est la sienne depuis trois ans.
- Les iraniens ne croient pas à l'efficacité d'éventuelles sanctions occidentales, ni même à la capacité des occidentaux de les décréter sérieusement. L'Iran qui dispose de la deuxième réserve pétrolière mondiale après l'Arabie Saoudite peut fermer, à qui bon lui semble, les robinets pétroliers, provoquant une crise des tarifs sans limite, précarisant au besoin le trafic des tankers dans le détroit d'Ormuz. De plus, les iraniens estiment que les américains piégés en Irak, ne pourront pas aller très loin dans leurs menaces de sanctions unilatérales, si leurs partenaires au sein du Conseil de Sécurité n'arrivent pas à se décider. De plus encore, l'approche des élections pour le renouvellement d'une partie du Congrès en Novembre, pousse George Bush, au moins pour l'instant, à une certaine prudence. Pour des raisons similaires, les européens ayant déployé des milliers de soldats au Liban sud, largement dominé par le Hezbollah chiite pro-iranien, doivent être incités également à la prudence. Il faudrait être, en tout cas, bien naïf pour croire que M. Ahmadinejad et son groupe messianique n'ont pas pour objectif la bombe atomique iranienne ou du moins la capacité d'en disposer le moment venu à leur guise. Les propos qu'ils développent sont d'ailleurs, de nature à inquiéter, non seulement le monde occidental, mais même aussi très directement Israël (puissance nucléaire officieuse). Considéré par le président iranien comme une « tumeur » au Proche-orient, celui-ci souhaite voir rayer de la carte l'Etat Hébreu après s'être gravement posé la question de l'Holocauste et ses six millions de morts, pendant la deuxième guerre mondiale. Si vraiment, a-t-il dit, celui-ci a eu lieu avec une telle ampleur, c'est aux européens d'accueillir les populations juives.

Le personnage est inquiétant quand il déploie le tapis rouge devant le premier ministre chiite irakien, Nouri Al-Maliki, venu lui rendre visite les 12 et 13 Septembre. De même que Ahmanidejad et les siens considèrent Israël comme (je cite) : « le chasseur bombardier des Etats-Unis » au Proche-Orient, ils ne cessent de saluer la proximité religieuse et culturelle de la dominante chiite de l'Irak avec celle de l'Iran. De même à l'évidence, les chiites libanais du Hezbollah ont été armés par Téhéran aux portes de l'Etat d'Israël. Les événements qui se sont déroulés au Liban l'été dernier n'auraient pas pris cette ampleur sans l'appui iranien et la complicité syrienne.

IRAK SANGLANANT

- En Irak, les éléments de réconfort pour les partisans de la paix sont encore rares. Certes, il existe un gouvernement national à Bagdad dont le premier ministre, M. Al Maliki, se présente comme le représentant de la population chiite majoritaire, mais les Kurdes donnent au concept « d'autonomie » le sens d'une indépendance affirmée. De plus, une guérilla interconfessionnelle ronge le pays. Attentats, meurtres, enlèvements peuplent le quotidien, sur fond de représailles et de contre représailles incessantes. Le gouvernement reste « calfeutré » dans les remparts de la zone dite « verte » à Bagdad sécurisée par l'armée américaine qui s'est renforcée dans la capitale et dont on envisage pour l'heure le maintien des effectifs (147.000 hommes) jusqu'au milieu de 2007. Certes, il existe une armée irakienne et Washington a accepté de rendre à l'Irak le contrôle graduel des

270.000 soldats aujourd'hui encadrés par les américains. Ils devraient être 325.000 à la fin de 2006, mais leur fiabilité n'est pas encore établie pour faire face aux violences répétitives.

- 2.760 militaires américains avaient été tués entre Tigre et Euphrate, au milieu d'Octobre depuis le début de Mars 2003. 21.000 ont été blessés pendant la même période. Côté irakien, le nombre des tués, civils inclus, dépasse le chiffre de 30.000 pour George Bush. Selon une estimation du Ministère irakien de la santé, 128.000 civils auraient, au début de Septembre, été victimes du conflit. Enfin, selon l'hebdomadaire médical britannique « The Lancet », en date du 12 Octobre, 655.000 décès seraient « directement liés à la guerre en Irak depuis Mars 2003 », une équipe de chercheurs prenant pour base le fait que le taux de mortalité est passé de 5,5% chaque année avant 2003, à 13,3% aujourd'hui. Même si cette extrapolation est contestable, nous sommes devant « le conflit international le plus meurtrier depuis le début de ce siècle ».

Le chef des tueurs d'Al Qaida, Al Zarkaoui, localisé par les américains a été tué le 7 Juin dernier, on le sait, lors d'un raid aérien. Ce qui a donné à Ben Laden l'occasion de prononcer l'éloge funèbre de ce « lion de l'Islam » sur un site internet Djihadiste. Le réseau d'Al Qaida s'est reconstitué sous la direction aujourd'hui d'un certain Abou Hamza Mouhajer. Ainsi l'extrémisme sunnite (clandestin, dans le cas d'Al Qaida) sème la terreur encore et se heurte sans cesse avec les milices chiites qui, telle « l'armée du Mahdi », multiplient les actes de cruauté, semant une autre terreur, apparemment en toute impunité. Comme le disait récemment Mgr Sleiman, archevêque de Bagdad : « les Etats-Unis ont déposé un tyran, mais la paix reste éloignée. La mort est encore partout omniprésente. Le tribalisme s'est renforcé car la tribu apporte la certitude que les morts seront vengés ». Noble programme, alors que tous les chrétiens qui le peuvent, fuient l'Irak.

Nous avons, quant à nous, toujours douté de l'opportunité de l'intervention militaire américaine en Irak... Un rapport publié le 8 Septembre par le Sénat américain dit, noir sur blanc : « Saddam Hussein n'avait aucune confiance en Al Qaida, considérant les extrémistes islamiques comme des menaces pour son propre régime, refusant toutes les demandes d'Al Qaida pour une aide matérielle ou opérationnelle ». Par ailleurs, l'intention prêtée par Bush à Saddam, de préparer une arme nucléaire est depuis longtemps tombée en dérision, même si la plus grande probabilité demeure que le dit Saddam sera prochainement pendu pour les crimes qu'il a commis, mais aussi ceux qu'il n'a pas commis. En définitive, comme a cru le reconnaître le chef de l'état-major de l'armée britannique s'exprimant dans une interview au Daily Mail, parue le 13 Octobre et demandant un retrait rapide des troupes britanniques déployées en Irak (7.000 hommes), leur occupation « exacerbe » les problèmes en matière de sécurité, même si 119 britanniques seulement ont été tués depuis 2003.

- Quoi qu'il en soit, l'abcès irakien infecte, désormais le Moyen-Orient. Certains signes permettent même de redouter que l'infection ne gagne d'autres pays. C'est le cas du Koweït, par exemple, où l'opposition islamiste de l'émirat pétrolier est sortie renforcée des élections législatives du 29 Juin dernier : 21 sièges sur 50 au sein de la nouvelle Chambre (où, par ailleurs, aucune femme ne figure).

C'est le cas en Jordanie où, le 9 Novembre 2005, trois attentats suicides revendiqués par Al Qaida avaient coûté la vie à soixante personnes et récemment un touriste britannique a été tué et d'autres blessés par un énergumène criant « Allah Akbar ».

C'est le cas au Yémen où des touristes ont été enlevés le 10 Septembre, alors qu'échouait une attaque contre des installations pétrolières.

C'est le cas en Syrie où la police de l'un des ennemis de Bush, Bachar el Assad, a déjoué au dernier moment un attentat islamiste contre l'ambassade des U.S.A. Ce qui lui a valu les remerciements de Washington, au moment, ou peu s'en faut, le président syrien, publiait un article, dans un quotidien Koweïtien, rappelant que « la possibilité d'une guerre avec Israël ne peut être exclue et la Syrie se prépare à cette option ».

C'est le cas en Egypte où la confrérie des frères musulmans a remporté 76 sièges contre 30 dans l'Assemblée sortante, à l'issue des élections de Novembre 2005, même si les attentats sont encore rares au pays de Moubarak dont le fils devrait assumer la succession, un peu à la manière dont Bachar el Assad a succédé à Hafez el Assad, à Damas.

C'est le cas en Algérie où le délai accordé par les autorités gouvernementales à ses islamistes armés pour se rendre (28 Août) et bénéficier de l'amnistie, n'a obtenu qu'un succès très relatif. Seuls 250 à 300 « repentis » se sont manifestés. La plupart des adeptes du « groupe salafiste pour la prédication et le combat » restent implantés principalement dans les maquis montagneux, notamment en Kabylie. Ce conflit de basse intensité ne serait même pas inquiétant si Al Qaida n'avait récemment délégué au GSPC le soin de provoquer des attentats en France, avec sa bénédiction.

Au Maroc, une cellule islamiste « salafiste » extrémiste a été démantelée fin Août (56 personnes ont été arrêtées). Selon le gouvernement marocain, elle était en passe de réaliser des attentats bien plus conséquents que ceux de Casablanca, qui en 2003 avaient fait 45 morts. Pour leur part, les instituts de sondage prédisent un raz-de-marée islamiste lors des élections législatives de 2007.

La poussée de fièvre s'est propagée également dans ce qu'on appelle : la corne de l'Afrique. Mogadiscio, la capitale somalienne est tombée entre les mains des « Tribunaux islamiques » avec une partie du sud. Dans le Soudan arabophone, le président islamiste Omar al Bashir mène au Darfour, province quasi désertique de l'ouest soudanais, une vraie guerre d'extermination depuis 2003 des tribus d'origine africaine. Ce conflit génocidaire aurait coûté la vie à 300.000 personnes. L'ONU a tenté d'envoyer des casques bleus pour rétablir l'ordre. Le gouvernement de Khartoum s'y est jusqu'ici obstinément opposé. Voilà le discours d'Omar al Bashir : « Nous sommes déterminés à vaincre n'importe quelle force étrangère qui entrera au Soudan, comme le Hezbollah a battu les armées israéliennes. Nous sommes, en particulier, opposés au déploiement de forces américaines, britanniques ou de n'importe quelles forces imposées par le Conseil de Sécurité de l'ONU ».

LE LIBAN ECARTELE

Dans ce contexte global, la brève guerre du Liban, entre Israël et le Hezbollah - milice armée chiite pro-iranienne embusquée dans une partie de Beyrouth, ainsi que dans le sud et l'est du pays du cèdre - est riche d'enseignements.

- Tout a commencé le 12 Juillet quand les hommes du Hezbollah ont fait tomber dans une embuscade un groupe militaire israélien à la frontière du Liban : 2 soldats ont été enlevés, 8 autres tués au cours d'affrontements successifs. Il est évident que cette attaque était conçue pour provoquer délibérément l'Etat hébreu et que le Hezbollah ne peut avoir pris

seul une telle initiative. Autrement dit, ce n'est pas le leader chiite Hassan Nasrallah qui est le véritable maître d'œuvre de cette affaire, mais le président iranien Mahmoud Ahmadinejad qui s'est juré « d'avoir la peau de l'Etat d'Israël » et qui a voulu tester sa capacité de réaction.

En Orient, le Hezbollah libanais est d'ailleurs considéré comme le rejeton légitime de la révolution iranienne depuis 1983. Depuis lors, les relations du Hezbollah avec Israël sont restées des relations de guerre. Le prédécesseur d'Hassan Nasrallah, Abbas al Moussaoui a été tué dans un attentat ciblé des israéliens. En 1996, avec l'opération « Raisins de la colère », Israël a bombardé les positions du Hezbollah dans le but de casser les reins de l'organisations chiite, mais sans y parvenir. Au printemps 2000, Israël a abandonné le Sud Liban après vingt deux années d'occupation, au profit des chrétiens de l'éphémère armée du Liban sud (ALS). Le Hezbollah a investi la zone, la transformant en ce qu'on a surnommé « Hezboland ». Du Liban, les troupes israéliennes n'ont gardé que le contrôle des « fermes de Cheeba » au nord du Golan, prétexte invoqué par le Hezbollah pour lancer l'attaque du 12 Juillet dernier contre l'armée israélienne.

- Les services de renseignements israéliens (Mossad) et l'armée (Tsahal) ont sous-estimé leur adversaire. Le Hezbollah disposait d'un armement moderne et nombreux : des milliers de roquettes (Katiouchas, notamment), des missiles, des armes antichars de la dernière génération. Israël a été touché jusqu'au cœur de son territoire, notamment dans des villes comme Haïfa, Nazareth, Tibériade, obligeant des centaines de milliers de ses civils à se réfugier dans le sud de l'Etat hébreu. Les militaires israéliens ont copieusement bombardé par la voie aériennes des zones de concentration potentielle du Hezbollah : Beyrouth sud et la plupart des villes frontalières. Presque toutes les infrastructures routières, portuaires, ont été réduites en cendres, provoquant la fuite vers le nord du pays du cèdre d'un bon quart de sa population libanaise. Ce qui explique le lourd tribut payé à ces entreprises de destruction.

Au total, cette nouvelle guerre de l'été 2006 a coûté la vie à 117 soldats israéliens et 42 civils. Côté libanais, on a déploré 1200 morts civils et (selon des sources israéliennes très contestées) le Hezbollah aurait perdu 600 hommes. Les dégâts ont été considérables, notamment dans les quartiers et logements chiites, mais grâce à la manne iranienne, chaque foyer détruit a reçu un chèque de dix mille dollars, en compensation, pour aider les familles pénalisées. Les armements iraniens et syriens ont été pris en charge par le gouvernement de Téhéran avec l'appui de celui de Damas qui n'a pas pardonné au gouvernement actuel de Beyrouth de l'avoir sommé de retirer ses troupes du Liban, grâce à l'appui des puissances occidentales, à la suite de l'assassinat de l'ancien président libanais Rafic Hariri à Beyrouth, imputé à tort ou à raison aux services secrets syriens

- Cette guerre brève et violente a révélé, par ailleurs, qu'il n'existe qu'une apparence d'armée libanaise. Dépourvue de moyens logistiques, elle n'est, au regard de beaucoup d'observateurs, qu'une « armée bidon ». Beyrouth n'a d'ailleurs proposé de déployer 15.000 soldats dans le sud que sept jours avant la proclamation du cessez-le-feu. Et que dire du gouvernement libanais lui-même comprenant des ministres chiïtes proches du Hezbollah qui avait développé un véritable réseau de forteresses souterraines dont seul il assumait le contrôle, en toute indépendance. Et que dire de la FINUL, cette force de paix, qui observait sur place la bataille au nom des Nations Unies, mais qui, en raison de son mandat restrictif, n'a pas pu lever le petit doigt ?
- Pour le moment, le Hezbollah reste une milice armée, à côté de l'armée libanaise et des nouveaux contingents militaires envoyés, entre autres, par la France (après une curieuse

valse hésitation), l'Italie, l'Espagne, sans oublier le contingent allemand sur le plan maritime et ceux venus de pays non européens, comme ceux de l'Inde, du Ghana.

De son côté, le premier ministre Ehoud Olmert qui a succédé à Sharon en Janvier de cette année est sorti affaibli par l'épreuve. La décision de principe de Jérusalem de créer une commission d'enquête parlementaire a été confirmée ce 17 Septembre. Pour le peuple israélien, l'image de Tsahal, l'armée la plus puissante du Proche-Orient, piétinant face à des milices de guérilla chiites est difficilement supportable. Tout donne, en effet, à penser que le cessez-le-feu intervenu le 14 Août à 5 h. GMT n'a encore qu'un caractère aléatoire.

- Et l'Europe dans tout cela me direz-vous ?

« En tant que telle » elle n'a guère brillé, même si sa bonne volonté n'est pas en cause. Le 1^{er} Août, l'Union européenne en vacances a réclamé une « cessation immédiate des hostilités » suivie par « un cessez-le-feu durable ». Elle a conditionné le déploiement d'une force internationale à « un règlement politique entre les parties ». Ce qui n'est pas encore le cas. Elle a exprimé « sa très forte préoccupation » pour les civils, les souffrances, la destruction des infrastructures ».

C'était le moins qu'elle pouvait faire pour marquer son existence. De même, quand elle a fait savoir qu'elle était disposée à « soutenir les efforts des Nations Unies ».

En accord avec le Conseil de sécurité et son actif secrétaire général, le ghanéen Annan, la France assume le commandement des forces engagées jusqu'en Février 2007. Ensuite, ce sera le tour de l'Italie de M. Prodi, qui veut manifester une nouvelle présence italienne dans le bassin méditerranéen. Certes, presque tous les Etats membres de l'Union ont montré leur intention de jouer leur rôle, selon leurs intérêts et leurs possibilités, pour contribuer au dénouement de cette grave crise libanaise, mais l'Union européenne, en tant que telle, n'a joué aucun rôle de premier plan en la circonstance. Jacques Chirac a d'ailleurs déploré ce manque de présence européenne. En quoi, pour une fois, il avait raison ! Il souhaitait notamment que M. Javier Solana, en charge de la diplomatie européenne, soit « investi d'un mandat qui lui permette d'agir au nom de l'Union » comme il s'efforce de le faire à propos de la crise nucléaire iranienne. Cette requête n'a pas eu de suite, en raison des divergences entre partenaires européens sur la meilleure façon d'appréhender la crise du Proche-Orient.

Le rôle d'ambassadeur itinérant de la communauté internationale a, tout au contraire, très bien été joué par M. Kofi Annan, en sa qualité de Secrétaire général de l'ONU, quand il s'est agi de mettre en œuvre la résolution 1701 votée le 11 Août par le Conseil de Sécurité, en prenant sans attendre les contacts qui s'imposaient à Beyrouth, Damas, Téhéran, Jérusalem, Ramallah, de même qu'au Qatar, en Arabie saoudite et en Turquie.

JERUSALEM : L'ETERNEL RETOUR

Pour « boucler la boucle » de ce cercle infernal, nous nous tournerons vers la Palestine et la longue dualité conflictuelle qui l'oppose à Israël. Celle-ci s'est aggravée, on le sait, avec l'arrivée au pouvoir du Hamas, dans la foulée des élections législatives palestiniennes du 25 Janvier dernier. Organisation islamique classée « terroriste » sur les listes de l'Union européenne et des Etats-Unis, alors que l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas est restée fidèle au « Fatah » fondé par Yasser Arafat, l'aide internationale accordée aux Palestiniens, et singulièrement l'aide européenne qui lui parvenait régulièrement pour lui permettre de subsister en tant qu'entité politique potentiellement reconnue par la communauté internationale, lui a été refusée. Un mécanisme a bien été imaginé à Bruxelles pour permettre à « l'Autorité » palestinienne de demeurer en survie artificielle, en acquittant des factures d'électricité, d'eau, de pétrole et en continuant à soutenir les services de santé. Mais ces recours n'ont pas permis, pour autant, de faire substantiellement face à une situation de plus en plus désastreuse notamment dans la tristement fameuse bande de Gaza où 1.400.000 palestiniens doivent s'entasser pour survivre sur un espace de quarante deux kilomètres de long et cinq de large, soumis au blocus de l'armée israélienne depuis l'enlèvement par les commandos armés du Hamas, d'un militaire israélien le 25 Juin dernier.

Le Hamas refuse toujours de reconnaître l'Etat Hébreu, mais lui demande de libérer un millier des siens emprisonnés en Israël en échange de la restitution du caporal Shabit aux autorités israéliennes qui évidemment ne peuvent accepter un tel marchandage et s'efforcent, en revanche, de rendre la vie impossible à Gaza tant qu'on ne leur aura pas restitué, en bonne santé, leur ressortissant. On doit donc survivre au jour le jour, dans ce « mouchoir de poche », sous les bombardements, en l'absence de climatisation et d'électricité. Les fonctionnaires (comme en Cisjordanie, d'ailleurs) ne sont plus payés depuis Mars. Les organismes de l'ONU distribuent des tickets de rationnement pour les bénéficiaires d'une aide alimentaire d'urgence. Dans la ville de Gaza elle-même la violence inter palestinienne est devenue endémique et les chars israéliens sont de retour à la frontière égyptienne.

D'autre part, dans l'ensemble des territoires palestiniens, huit ministres et une vingtaine de députés du Hamas ont été arrêtés par les israéliens, paralysant ainsi le fonctionnement du gouvernement palestinien.

Que de gâchis depuis la proclamation du 30 Avril 2003 de la « feuille de route » aux termes de laquelle, avec l'accord des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie, de l'ONU, la création d'un Etat palestinien doté de frontières provisoires devait être reconnue avant Décembre 2003, pour devenir un Etat aux frontières définitives, fondé sur les résolutions de l'ONU, avant 2005. L'explosion libanaise a, d'ailleurs eu pour conséquence de renvoyer sine die aux calendes grecques tout projet de retrait « unilatéral » des territoires palestiniens.

Bref, nous demeurons dans une impasse totale, alors qu'il faut avoir à l'esprit que la route de la paix au Proche et Moyen Orient passe toujours nécessairement par Jérusalem ; que « la seule cause qui permet de connecter le front arabo-sunnite et le radicalisme chiite est la Palestine » (Olivier Roy), que la guerre du Liban a eu pour première conséquence de renforcer l'islamisme chiite et les autres expressions radicales de l'intégrisme islamique dans l'ensemble Arabo-musulman ; et qu'enfin, au moment où le calendrier nous rappelait

le cinquième anniversaire des sinistres attentats du 11 Septembre 2001, à New York, le sentiment commençait à prévaloir dans les esprits que « le monde affronte une spirale de plus en plus difficile à contrôler ».

LA BOMBE NORD-COREENNE

Les tensions internationales ne se limitent pas pour autant à la montée de l'islamisme radical au sein d'un monde musulman en pleine mutation, aux affrontements qu'elles engendrent avec et dans le monde occidental.

Ainsi, au moment où l'organisation des Nations Unies venait de désigner l'actuel Ministre des Affaires étrangères de Corée Sud, M. Ban Ki-Moon, pour succéder à l'africain Kofi Annan, à la tête de son secrétariat général, la Corée du Nord, sous l'impulsion de son régime dictatorial d'obédience stalinienne, décidait de faire exploser, au nez et à la barbe, de la « communauté internationale » une mini bombe atomique souterraine, le 9 Octobre, après avoir procédé en Juillet à des essais de missiles balistiques, en mer de Chine, d'ailleurs sans grands succès apparents.

Kim Jong-Il, le leader paranoïaque de la Corée du Nord, poursuit ainsi, tenacement, une stratégie du « bord du gouffre » qui l'a mené à rompre les pourparlers nucléaires engagés, à l'initiative de la Chine, avec Séoul, Washington, Pékin, Moscou, Tokyo, depuis Août 2003, après avoir proclamé son intention de devenir puissance nucléaire, en Février 2005, un mois avant d'avoir annoncé le retrait de son pays du Traité de non-prolifération.

Pour une fois, le Conseil de Sécurité de l'ONU a réagi rapidement, condamnant, le 14 Octobre, à l'unanimité la décision de Pyongyang, en adoptant une résolution 1717 imposant des sanctions économiques et commerciales à l'encontre de la Corée du Nord. Le texte, au demeurant, se limite à prévoir un embargo sur les armements, les matériels liés à la technologie nucléaire ou à celle des missiles, ainsi que sur « les produits de luxe ». Quand on sait que la Corée du Nord souffre d'une pauvreté terrible (ses 22 millions d'habitants étant plus ou moins assimilés à 22 millions d'affamés), l'interdiction des produits de luxe paraît bien dérisoire... Mais, enfin, ce texte a le mérite d'exister, d'autant qu'il exige également que le régime coréen s'abstienne de tout nouveau test nucléaire et retourne à la table des négociations le plus tôt possible.

Le représentant de la Corée du Nord à l'ONU a qualifié de « gangsters » les honorables membres permanents du Conseil de Sécurité en charge de la décision, tous Etats incarnant la puissance atomique : Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie (sans parler d'Israël, hors Conseil de sécurité). Ainsi, après l'accès au club nucléaire, de l'Inde et du Pakistan (dont on connaît la franche amitié qu'ils se portent), les joyeux drilles nord-coréens pourraient devenir une nouvelle partie prenante du Club, en attendant les conséquences du forcing iranien de M. Ahamadinejad.

Quoi qu'il en soit, cette affaire est grave. Si on laisse faire, la dissémination des armes nucléaires ne fera que croître et embellir.

La Corée, littéralement « pays du matin tranquille » est divisée en deux Etats, l'un communiste, l'autre proaméricain, depuis plus de 60 ans ; la guerre entre le Sud, appuyé militairement par les Etats-Unis, à la demande de l'ONU, et le Nord appuyé militairement par la Chine de Mao Tse Toung, a duré de Juin 1950 jusqu'à l'armistice de Pan Mun Jon, le 27 Juillet 1953, qui n'a jamais été ratifié par les Nordistes. Elle fut particulièrement sanglante (environ 447.000 morts au Sud, 520.000 au Nord, plus les volontaires chinois). Au total, elle aurait fait, sans compter les blessés et disparus, 1.400.000 victimes.

Le contraste reste absolu entre le Nord et le Sud, largement de deux fois plus peuplé, avec un niveau de vie annuel de l'ordre de 19.000 \$ pour les sudistes contre 1.745 \$ pour les nordistes. Donc plus de dix fois supérieur dans le Sud par rapport au Nord.

Aujourd'hui, en Corée du Sud, l'armée américaine stationne encore avec 37.000 hommes en permanence.

Ajoutez à cela qu'au Japon voisin, on commence à murmurer : « pourquoi pas nous ? », à propos de la bombe atomique. Tokyo a étendu, de manière unilatérale, ses propres sanctions dès le 11 Octobre (interdiction totale des importations de produits nord-coréens, de l'accès aux ports nippons de navires battant pavillon nord-coréen et de l'entrée dans l'archipel de citoyens nord-coréens). Le nouveau premier ministre japonais s'est exclamé : « la protection des citoyens japonais nous interdit de faire preuve de tolérance, afin de ne pas laisser croire à la Corée du Nord qu'elle est devenue une grande puissance ». A quoi, un responsable nord-coréen à Pékin a rétorqué : « des sanctions à grande échelle contre mon pays seraient considérées comme un acte de guerre ». Somme toute : « à bon entendeur, salut ! »

Dans l'Union Européenne, l'essai nucléaire nord-coréen a été unanimement condamné, mais avec une certaine naïveté, la Commission a décidé de maintenir « aussi à l'avenir, son aide humanitaire au peuple nord-coréen qui », à ses yeux, « ne doit pas être puni davantage en raison des folies de ses dirigeants ».

LES ETATS-UNIS A UN TOURNANT ?

Les Etats-Unis de George Bush, qui comptent depuis cette semaine 300 millions d'habitants, dans ce contexte troublé de l'évolution internationale, embourbés par ailleurs, dans la guerre d'Irak, abordent, de leur côté, une épreuve difficile pour le président Bush et sa majorité républicaine, avec les élections destinées à renouveler la Chambre des représentants et le tiers du Sénat, le 7 Novembre prochain.

Le gouvernement américain, certes, présente un bilan positif sur le plan économique, avec une croissance 2006 prévisible de l'ordre de 3,6 % pour l'année en cours ; un déficit budgétaire au plus bas depuis quatre ans (248 milliards de dollars cette année, contre 319 en 2005) qui, de ce fait, passe en dessous de la barre de 2 % du P.I.B., grâce à la croissance et malgré la baisse

des impôts ainsi qu'une poussée des sommes consacrées à la défense (499,4 milliards de dollars). Hier, le Dow Jones a même dépassé, en cours de séance à Wall Street, le seuil des 12.000 points, pour la première fois de son histoire. Cependant, les inégalités entre les diverses catégories de la population ont tendance à croître : 30.850 dollars pour le revenu médian d'un afro-américain, 36.000 pour les hispaniques, 50.780 pour les blancs. Malgré tout, les Etats-Unis ont connu une croissance enviable ces cinq dernières années : + 12,5 % pour le PIB, 16,6 % pour la productivité horaire.

La bataille électorale sera donc essentiellement politique (scandales, guerre en Irak, etc...). D'après les analystes, les démocrates devraient emporter six sièges, au moins, au Sénat pour conquérir la majorité (8 en fait, seraient vulnérables), et 15 sièges à la Chambre des représentants. La majorité républicaine sortante occupe 55 des 100 sièges au Sénat et 230 des 435 sièges à la Chambre.

Pour le politologue Larry Sabato, de l'Université de Virginie, « la majorité est certainement menacée à la Chambre, le Sénat ne faisant plus que pencher légèrement du côté républicain ». Quoi qu'il en soit, dans l'opinion publique indistinctement considérée, 53 % des américains souhaiteraient la victoire des démocrates, selon Newsweek, 54 % selon Time, 51 % selon l'institut Pew. George Bush devrait logiquement être amené à composer avec l'opposition d'ici la fin de son mandat, au détriment des ultra-conservateurs.

RUSSIE D'ANNA POLITKOVSKAÏA ET POUTINISTAN DE VLADIMIR

Enfin, et nous aurons alors achevé notre examen de l'environnement mondial de l'Union européenne, nous ne pouvons pas ne pas dire quelques mots des changements contradictoires qui marquent l'évolution de notre grande voisine, la Russie, dont les territoires s'étendent au deçà et au-delà des Monts Oural, sur onze fuseaux horaires.

- Sur le plan économique, la Russie fait nettement mieux aujourd'hui, sous la présidence de Vladimir Poutine, que sous celle de Boris Eltsine, au sortir de l'expérience soviétique. Ainsi, elle vient d'éponger, en Août dernier, la dernière tranche de sa dette extérieure (23,7 milliards d'Euros sur un héritage de 70 milliards hérité de l'URSS). La croissance annuelle atteindra 6,5 % en 2006 ; l'excédent budgétaire, 7,5 % avec un investissement, de 10 % du PIB. Manne céleste qui a fait défaut aux soviétiques, la Russie dispose, en propre, du plus grand gisement de gaz du monde : 3.600 milliards de mètres cubes. Gazprom contrôle déjà 17 % des réserves mondiales. Par ailleurs, Moscou bénéficie pleinement de la hausse des hydrocarbures (157 % en valeur réelle depuis 2002). Le contrôle public ne cesse de se renforcer sur ces richesses inouïes. Shell et BP en savent quelque chose !
- A contrario, l'évolution démographique russe est extrêmement préoccupante. La Russie avait encore près de 148 millions d'habitants il y dix ans, mais la population

décroît depuis 1992. En 2005, le pays ne comptait plus que 138 millions d'habitants. En 2008, ce chiffre sera ramené à 125 et devrait continuer à baisser au-delà de 2025.

- A contrario encore, l'évolution politique la plus récente n'est pas satisfaisante. Depuis l'an 2000, les assassinats de journalistes, de banquiers, de responsables d'entreprises n'ont cessé de s'accroître, à Moscou. Le vice-président de la banque nationale de Russie, Andrei Korlov s'est fait descendre (si je puis dire) le 13 Septembre. Anna Politkovskaïa, journaliste connue pour ses enquêtes libres et remarquables a été « butée » au revolver au pied de son domicile, le 7 Octobre. Cet acte criminel a provoqué une émotion considérable, non seulement en Russie, mais dans le monde entier. La présidence finlandaise de l'Union européenne a condamné, dans les termes qui conviennent, un « crime ignoble ».

C'est un fait que la Russie connaît actuellement une vague de xénophobie étrange.

Ceux qui gênent peuvent être enlevés, torturés, éliminés, sans problème ! « Une fois de plus, en Russie, écrit l'universitaire Nina Khrouchtcheva, le contact avec les valeurs de l'Occident a donné un autre village Potemkine ». L'extrême droite est très active, les vengeurs tchéchènes également, le banditisme se porte bien.

« Sans doute, l'assassinat d'Anna Politkovskaïa ne peut être imputé, directement, au régime, mais il s'inscrit dans un climat de non respect du droit et d'intolérance, dont ce gouvernement [russe] porte une large part de responsabilité ». (édito du « Monde » du 12.10.06)

Et puis, il y a l'énigmatique Monsieur Poutine, cet ancien du KGB, qui a assumé la présidence du Conseil de l'Europe (c'est-à-dire l'Europe des Droits de l'Homme), pendant six mois cette année et reçu les puissants de ce monde à Saint Petersburg, en grande pompe, l'été dernier. Tout se passe, en tout cas, comme s'il avait durci très généralement sa démarche. Les Géorgiens ont-ils décidé d'expulser quatre militaires russes accusés d'espionnage, qu'une chasse aux Géorgiens s'organise à Moscou. Les liaisons aériennes, ferroviaires, maritimes, l'acheminement du courrier avec Tbilissi sont suspendues. La capitale Géorgienne est accusée de « terrorisme d'état » alors qu'elle sollicite, il est vrai, l'adhésion à l'OTAN et ultérieurement à l'Union européenne.

En réalité, Moscou ne digère pas le fait que la Géorgie, lieu de transit pour le pétrole de la mer Caspienne, qui part de Bakou, aboutisse grâce à elle, au port turc de Ceylan sur la Méditerranée pour servir les intérêts des Etats-Unis. Moscou n'admet pas non plus que l'actuel président géorgien, juriste polyglotte formé à l'Université de Columbia, le jeune Michel Saakachvili lui dispute la protection de minorités ethniques comme les Ossètes du Sud et les Abkazes, fidèles à la Grande Russie.

L'Union européenne n'a strictement aucun intérêt à assister passive à la dégradation de la situation russe ou de ses relations propres avec la Russie. Vladimir Poutine vient d'être invité à participer au « Sommet européen » informel qui se tient demain, 20 Octobre, notamment pour traiter des questions énergétiques, mais surtout un « sommet » russo-européen est prévu en Novembre, en vue de l'ouverture de négociations qui devraient

aboutir à un nouvel accord de partenariat stratégique. L'intérêt bien compris de l'Union européenne est de tout faire pour maintenir un climat de coopération sur les problèmes essentiels, avec ce grand partenaire incontournable et de même civilisation. Une Russie qui s'isolerait et s'affaiblirait serait condamnée à de piètres lendemains dans le vaste vide sibérien, qui recèle certaines des richesses les plus convoitées au monde et nous serions les premiers à en éprouver les contrecoups.

ENCORE ET TOUJOURS : « QUO VADIS EUROPA ? »

Venons en maintenant à l'Union européenne. Que veut-elle ?

L'actualité étant ce qu'elle est concernant l'Europe, pas très « sexy », comme on aime à le dire de nos jours pour faire mode, j'irai à l'essentiel en abordant des sujets qui me paraissent clés, incontournables : l'immigration, l'éco monétaire et le budgétaire, l'élargissement, la panne institutionnelle .

1. **Immigration** : l'Europe n'a pas de politique commune intégrée de l'immigration. C'est toujours en fonction de leur position géographique, des liens historiques, du « chacun pour soi » séparément, atténué par les prémisses d'une tentative de coopération organisée, que nos Etats procèdent.

L'immigration clandestine, par exemple, ne cesse de s'étendre. Chacun peut le constater quasi quotidiennement dans la presse ou à la télévision. Ainsi, les seules îles Canaries ont dû accueillir 27.000 clandestins entre le 1^{er} Janvier et la fin Septembre, le triple du contingent moyen des années précédentes. Et encore, ce chiffre est trompeur, beaucoup se réfugiant dans l'illégalité, pour ne pas parler des drames humanitaires (environ 3.000 décès par noyade pour la plupart), alors que les trafics enrichissent ceux qui les organisent au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal, jusqu'en Guinée Bissau éloignée de plus de 1.500 kilomètres du premier îlot espagnol.

La même chose se passe en Méditerranée grâce notamment à l'île italienne de Lampedusa à 300 kilomètres des côtes Libyennes, avec une dizaine de milliers de boat people interceptés entre le jour de l'an et la fin de l'été. Et je pourrai citer bien d'autres cas, celui de Malte, par exemple, dont l'ambassadeur à Bruxelles appelle au secours.

J'ai été, cependant, surpris d'entendre le ministre finlandais des Affaires étrangères qui assume la présidence de l'Union, déclarer tout de go : « nous ne pouvons tolérer, en fait, l'arrivée de 600.000 immigrés clandestins chaque année ». Sans doute, ce chiffre concerne-t-il toutes les frontières continentales orientales, mais quand même, si tel est le cas, n'y a-t-il pas lieu de s'inquiéter fortement et d'agir en conséquence ?

Or, le sujet divise... Ainsi, le Parlement européen vient de réclamer « une approche cohérente » à ce propos, mais si 295 eurodéputés ont voté « pour » la résolution adoptée, 271 ont voté « contre ».

Seuls les chefs d'Etat et de gouvernements de 8 des 25 pays actuellement membres de l'Union ont saisi le 25 Septembre la présidence finlandaise de « l'urgence de l'immigration illégale » parce que, constatent-ils, « ce défi excède les moyens d'action dont chacun des Etats membres disposent ». Parmi eux on trouve tous les représentants des pays de l'Union voisins de la Méditerranée : la France (Chirac), l'Italie (Prodi), l'Espagne (Zapatero), ainsi que les représentants de la Grèce, de Chypre, de Malte, du Portugal, de la Slovénie, celle – ci avec 46,6 kilomètres de littoral seulement !

Le « Sommet européen » informel qui se tient le 20 Octobre en Finlande devrait être saisi de la question. On verra si cette « saisine » sera suivie d'effets réels puisque, déjà, le Conseil européen –formel celui là- avait préconisé en Juin une « approche globale des migrations ».

Ces questions sont traitées aujourd'hui, à « Bruxelles », par le commissaire italien Franco Frattini qui a proposé en Juillet la création d'une « équipe d'intervention rapide » placée sous l'autorité d'une nouvelle agence européenne installée à Varsovie, appelée « Frontex ». Pourquoi pas ? Mais ladite agence mise en place en 2005 pour coordonner la protection des frontières des « 25 » n'a pas encore les moyens nécessaires pour faire vraiment la preuve de son utilité (15,8 millions pour 2006). Chargée depuis quatre mois et demi d'aider les pays du sud européen à gérer la situation : « Frontex » est jugée trop lente et, pour tout dire, encore « inefficace » aux yeux des pays concernés.

En réalité, il n'y aura pas de coopération policière et judiciaire sérieuse en matière pénale dans l'Union européenne tant qu'on n'aura pas communautarisé les stratégies concernées. C'est une fois de plus une question de volonté politique.

2. Monnaie, économie, budget

C'est le dossier que – je suppose – Jean-Claude Juncker, par ailleurs Premier ministre du Luxembourg, privilégie alors qu'il vient d'être renouvelé à la présidence de l'EUROGROUPE pour 2007 – 2008. S'il était là, parmi nous, je suis à peu près convaincu qu'il nous ferait part d'un sentiment « d'inachevé » à propos de la zone Euro.

« Nous n'avons pas réussi, dit-il, à mettre en place des instruments aussi contraignants que nous l'aurions espéré. Au cours de mon nouveau mandat, je vais donc tout mettre en œuvre pour améliorer le gouvernement budgétaire de la zone, notamment en obtenant de mieux coordonner le choix des Etats membres en transformant l'actuel mécanisme d'examen, à posteriori, des budgets nationaux en mécanisme d'examen a priori. Chaque année, en Juin et Juillet, afin d'accentuer la cohérence budgétaire. Ce qui suppose aussi un rapprochement des calendriers budgétaires ».

Autre objectif encore : La mise en œuvre d'un dialogue macroéconomique systématique avec la B.C.E. de Francfort qui, avant tout s'est montrée jusqu'ici surtout soucieuse de préserver son autonomie.

Dernier objectif, enfin : Réformer l'Eurogroupe (12 Etats membres – 13 à partir de Janvier 2007 avec l'adhésion de la Slovaquie). L'Eurogroupe, en effet, reste un organe institutionnellement informel, en vertu des traités, alors que les décisions officielles sont toujours prises par le Conseil ECOFIN où les Britanniques, les Suédois, les Danois et les nouveaux Etats membres siègent de droit, alors qu'ils ne sont pas membres de la zone Euro.

Il y a là l'amorce d'un très intéressant débat de fond que Jacques Delors, d'ailleurs, avait contribué à ouvrir dans ses « mémoires » où il préconise concrètement une première « coopération renforcée », en disposant de la possibilité d'aller de l'avant, c'est-à-dire, de procédures contraignantes en matière de coordination économique, y compris la création d'un « Fonds européen de régulation conjoncturelle ».

L'expérience nous a appris, en effet, que « l'Euro » protège, mais ne « dynamise pas ». C'est le constat le plus fréquent, tant qu'à la « monnaie unique » ne correspond pas une régulation économique commune effective.

- Pourtant, quand on observe la conjoncture, s'il n'y a pas lieu de pavoiser, nous pouvons, nous montrer raisonnablement optimistes, du moins à court terme. Le taux de croissance 2006 de la zone euro devrait être, en effet, au moins de l'ordre de 2,5 % (selon certaines sources comme celles de la très officielle OCDE, un pourcentage de 2,7 est même évoqué). Ces niveaux n'ont jamais été atteints depuis le début de ce siècle, aussi incroyable que cela puisse paraître, alors que les prix du pétrole ont bondi de près de 80%, l'an dernier jusqu'au mois d'Avril 2006, pour chuter présentement d'environ 25 %.
- Certes, il y a lieu de garder présent à l'esprit que cette croissance améliorée est moins due à nos vertus propres, ou celles de notre BCE, qu'à l'excellence de la conjoncture mondiale globale (légèrement plus de 5 % en prévision 2006) et américaine comme nous l'avons vu.
- Quoi qu'il en soit, sur le plan purement économique, un cycle vertueux de croissance favorise le tassement du chômage (ce qui est le cas dans la zone Euro, avec 7,9 % en Août contre 8,5 un an plus tôt) et aussi permet de réduire la dette publique qui, en vertu des critères européens du Traité de Maastricht ne devrait pas dépasser 60% du PIB, mais a atteint allègrement 107.5 % de celui-ci en Italie, 93,3 en Belgique, 67 en Allemagne, 66 en France, 63,9 au Portugal, etc... Il en va de même pour les déficits publics. C'est inacceptable !

Encore une fois, nous ne devons donc pas considérer le processus d'intégration avec des lunettes roses. N'oublions pas que les « performances » de la zone euro sont inférieures à la moyenne mondiale et que la dette publique de cette zone est encore de l'ordre de 70 %, alors que celle de Royaume-Uni, resté hors zone euro, est de 46,6 %.

Ainsi, le dernier Conseil européen (15/16 Juin) citait, parmi ses préoccupations, la nécessité d'investir dans la recherche, l'innovation, de renforcer les politiques de « cohésion » et de

« convergence » entre les régions de l'Union, grâce aux interventions communautaires. Or, les moyens communautaires au titre de la cohésion ont été amputés. Leur dotation pour les années 2007 à 2013 a été ramenée à 0,37 % du PIB au lieu de 0,40 précédemment, au moment où l'Union doit s'ouvrir à des pays relativement pauvres comme la Bulgarie et la Roumanie. A quel jeu joue-t-on vraiment ?

- Par le biais de la politique de cohésion, nous en revenons au blocage budgétaire qui accompagne le blocage institutionnel. En effet, alors que les dépenses nationales moyennes représentent aujourd'hui à peu près 48 % de notre produit brut, les dépenses affectées au budget communautaire ne devront pas dépasser 1,049 % du même PIB pour la période 2007/2013. C'est dire l'abîme qui existe entre les intentions proclamées et les moyens attribués effectivement.

Comme l'a bien vu Michel Rocard au Parlement européen, le bouclage budgétaire signifie « une interdiction faite à l'Europe de conduire correctement ses missions et, surtout, d'en entreprendre de nouvelles ».

3. Elargissement :

L'avis favorable de la Commission européenne à l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'Union, le 1^{er} Janvier prochain, signifie -sous réserve des ratifications qui ne font pas de doute en la circonstance (la France, elle, y a procédé le 3 Octobre)-, que le 1^{er} Janvier 2007, l'Europe des « 25 » sera devenue celle des « 27 ». L'Europe des « 25 » ne sera donc plus qu'un souvenir.

- Ces deux pays d'Europe centrale orthodoxe, avec leurs minorités hongroise, tzigane, turque, notamment, auraient, par des négociations qui durent depuis 1998, prouvé leur capacité à appliquer désormais les normes et les disciplines communautaires. Toutefois, ces fameuses 80.000 pages de textes juridiques dont on parle souvent, comprennent, en l'occurrence, des clauses de sauvegarde spécifiques, baptisées « mesures d'accompagnement ». Trois domaines sont visés en priorité : la sécurité alimentaire, la justice, la gestion des fonds communautaires. De plus, comme le crime organisé et le blanchiment d'argent demeurent les points faibles des nouveaux venus, Bucarest et Sofia feront l'objet d'un « suivi étroit ». De plus, encore, la Bulgarie devra réviser sa constitution afin d'éviter toute ambiguïté concernant l'indépendance judiciaire.
- Par ailleurs, les négociations commencées le 3 Octobre 2005 avec la Croatie se poursuivent normalement, confirmant ainsi l'intention de l'U.E. d'étendre progressivement sa magistrature dans les Balkans. La Macédoine est d'ailleurs officiellement candidate même si les négociations d'adhésion n'ont pas encore commencé. Le Monténégro, dernier né des Etats dits « souverains » d'Europe, a exprimé sa ferme intention de lui emboîter le pas. Pour ne parler aujourd'hui que de ces deux cas.
- Avec la Turquie, grand pays pour l'essentiel du Proche-Orient et dont la population dépassera celle de l'Allemagne, avant 2025, l'exigence d'adhésion, on le sait, prend une toute autre dimension (notamment dans les débats politiques français). De plus, un rapport plutôt sévère à l'égard d'Ankara a été adopté en plénière par le Parlement européen, le 27 Septembre, par 429 voix, contre 71 et 125 abstentions. Un rapport de la Commission européenne qui négocie l'adhésion avec Ankara, est attendu, de plus, pour le 8 Novembre.

- Enfin, d'autres Etats de l'ex-URSS ont manifesté, eux aussi, leur souhait de rejoindre un jour l'Union européenne... C'est le cas de la Moldavie roumanophone, de la Géorgie, de l'Ukraine parrainée par la Pologne, mais qui a, pour le moment, un gouvernement pro-russe, même si son président est pro-occidental. Le projet d'adhésion à l'Union européenne n'est guère plus envisagé à Kiev, qu'à long, voire très long terme, éventuellement. Pas question, aujourd'hui, de heurter de front les susceptibilités du grand « Poutinistan » voisin et de Gazprom, son bras séculier.
- Comme on le voit, les problèmes en chaîne que posent à l'Union européenne des élargissements successifs nous conduisent à une réflexion, à mon sens inéluctable, sur la différenciation au sein du processus d'intégration entamé depuis 1950, avec une « Europe » de « six » Etats membres à l'origine, mais qui a fait un grand chemin depuis lors. Nous devons avoir en France, en tant que pays fondateur, le souci de ne pas laisser dénaturer ce processus. Cette différenciation existe d'ailleurs déjà avec les accords de Schengen, pour la libre circulation des personnes au sein de l'Union, et surtout, avec l'Euro. Si le Royaume-Uni n'adhère ni aux uns, ni à l'autre, libre à lui. Si la Suisse vient de décider par référendum d'entrer dans la zone Schengen en 2009, mais veut garder sa précieuse et d'ailleurs solide monnaie en restant en dehors de l'Union, libre à elle.

Toutefois, ce libre arbitre ne simplifie pas toujours la gestion d'un continent. C'est pourquoi, le Conseil européen de Juin 2006 a décidé de procéder dès sa prochaine réunion en Décembre à un examen de fond de « la capacité de l'Union d'absorber de nouveaux membres et d'améliorer la qualité du processus d'élargissement, sur la base des expériences acquises jusqu'à présent ». C'est ce que dit, mot pour mot, le texte officiel.

4. Le temps des attermoissements

Enfin, voyons où nous en sommes avec le « traité constitutionnel » ou plus exactement le projet de constitution.

Incontestablement, depuis le double échec essuyé le 29 Mai 2005 en France et le 1^{er} Juin suivant, aux Pays-Bas, deux pays pourtant fondateurs, ce monument politique et juridique donne le sentiment d'avoir, comme on le dit, du « plomb dans l'aile ». Certes 17 pays ont ratifié, à ce jour, le projet. Ils représentent plus de la moitié des citoyens de l'Union européenne. Seuls, en dehors des français et des néerlandais, les Espagnols et les Luxembourgeois l'ont fait par la voie référendaire. 8 autres Etats membres devraient à leur tour engager la procédure de ratification. Du moins en théorie. Ainsi, la Grande-Bretagne est la première à avoir interrompu, dès l'été 2005, sa propre procédure qui devait la mener à se prononcer par la voie référendaire.

En 2006, à quoi avons-nous assisté jusqu'ici ?

La Belgique a définitivement ratifié par le vote du parlement flamand, le 5 Février : 84 « oui », 29 « non », 1 « abstention ». Puis le parlement estonien a fait de même, avec un pied de nez aux anciens, le 9 Mai, jour de la fête de l'Europe : 73 « oui » - 1 seul vote « contre ». Le parlement finlandais devrait se prononcer, à son tour, favorablement, cette année encore.

De plus, selon les procédures convenues, en adhérant à l'Union européenne, la Bulgarie et le Roumanie sont considérées comme ayant ipso facto ratifié le traité. 18 pays devraient donc avoir ratifié, avec la Finlande, avant la fin de l'année, mais, pour le moment, nous n'avons pas d'autre quasi certitude, alors que tout traité international – sauf disposition contraire (ce n'est pas le cas) – pour être considéré comme adopté, doit avoir été ratifié par tous les Etats signataires.

Certes, il existe une déclaration annexée au Traité constitutionnel qui dit explicitement : « si à l'issue d'un délai de deux ans, à compter de la signature, 4/5^e des Etats membres ont ratifié et qu'un ou plusieurs Etats ont rencontré des difficultés pour procéder à cette ratification, le Conseil européen se saisit de la question ». Ce sera, de toute façon, le cas sous la présidence allemande qui se terminera fin Juin 2007, après les élections présidentielle et parlementaire françaises.

Le Conseil européen de Juin 2006 dit, en effet, exactement ce qui suit, après s'être auto félicité du caractère, à ses yeux, « globalement utile » de la « réflexion » en cours : « la présidence allemande présentera, au cours du 1^{er} semestre 2007, un rapport se fondant sur l'état des débats relatifs au Traité constitutionnel » et « explorera les mesures possibles pour poursuivre le processus de réforme au plus tard pendant le deuxième semestre 2008 ». Chaque mot a été pesé, croyez-le. On devrait donc y voir clair quand, après les présidences successives du Portugal et de la Slovénie, la France, avec une nouvelle figure de proue présidentielle, occupera la place d'honneur dans l'Union européenne.

- En attendant, « **Quo vadis Europa ?** ». Bien malin, celui qui pourrait nous le dire ! Certes, le Parlement européen a confirmé en Juin dernier son soutien à la Constitution par 374 voix « pour » (dont 24 françaises) et 212 « contre » (dont 12 françaises), 70 abstentions (dont 22 françaises), qu'il réitérait son soutien à la Constitution, s'opposait au « détricotage », invitait le Conseil européen à proposer une solution précise et transparente le deuxième semestre 2007 au plus tard, tout en demandant l'ouverture d'un dialogue spécifique avec la France et les Pays-Bas. Puis, le président de sa commission institutionnelle, notre ami Jo Leinen, a plaidé cet automne pour une version allégée de la Constitution, reprenant les parties I et II, mais seulement certains articles de la partie III qui ont réellement introduit les nouveautés par rapport aux précédents traités, les améliorations contenues dans le Traité représentant le minimum nécessaire pour faire fonctionner l'Europe élargie, la solution devant être trouvée pendant la présidence allemande et approuvée par les 27, au Conseil européen de Juin 2007.
- Côté plutôt négatif : l'absence de prises de positions à propos du Traité constitutionnel pendant l'actuelle campagne électorale législative néerlandaise qui doit aboutir le 22 Novembre, « le Monde » titrant sur quatre colonnes : « un an après le rejet de la Constitution européenne, les Pays-Bas se refusent à rouvrir le dossier ». Les deux grands partis Démocrate-Chrétien et Social-démocrate étaient favorables au « oui », mais aujourd'hui, ils sont au coude à coude malgré le désaveu référendaire de 2005. Donc, prudence...
- Côté franchement négatif, les déclarations conjointes ou successives, du président Tchèque Vaclav Klaus et de son homologue polonais, Lech Kaczynski, en Février et Mars dernier. Le président polonais a même estimé que « le débat devait être repris à zéro ». D'autre part, le Danemark vient de faire savoir qu'il ne procéderait pas à la ratification.

- En Grande Bretagne, la Commission des Affaires étrangères des Communes a mis noir sur blanc, dans un rapport du 26 Juillet dernier l'appréciation suivante : « Le T.C. n'est pas mort, il est dans le coma et maintenu artificiellement en vie. A un moment (ou à un autre), les dirigeants européens vont devoir décider de débrancher ». Tel quel...
- En France, comme les deux prétendants au trône élyséen, aujourd'hui en tête des sondages, sont SARKO et SEGO, voyons ce que cela peut donner, à ce stade, à propos du débat européen en cause.

SARKO qui n'a pas les deux pieds dans le même sabot, a fait le voyage éclair qui se doit à Bruxelles, non pas pour aller présenter ses respects à Sa Majesté le Roi des Belges, mais pour proclamer, le 8 Septembre :

« Le projet constitutionnel actuel n'entrera jamais en vigueur. Or l'Europe doit bouger, car deux ans d'immobilisme, ça suffit ».

Donc pas de temps à perdre... la solution, la voilà !

Conclure un « mini-traité », en attendant un nouveau texte de base, ce « mini-traité » reprendrait la substantifique moëlle du projet en panne : double majorité des Etats et de la population pour les votes au Conseil, création d'un ministre européen des Affaires Etrangères, élection du président de la Commission par le Parlement européen, contrôle de la subsidiarité, droit d'initiative des citoyens.

Conseillé par Michel Barnier et Alain Lamassoure, Sarko estime qu'un consensus européen existerait pour un tel projet.

Ensuite, après ce mini-traité soumis aux majorités parlementaires, au-delà des élections européennes de Juin 2009, une Convention à large mandat, mais élue par les parlements nationaux (c'est plus prudent !) préparerait une « loi fondamentale » (qu'on appellerait « constitution » ou pas). La négociation de ce « mini-traité » serait ouverte sous la présidence allemande et les ratifications se concluraient sous la présidence française (c'est plus sûr). Ainsi, Sarko tout souriant aurait le plaisir d'accueillir sur le perron de l'Elysée, si les dieux lui sont favorables, Angela Merkel pour les cérémonies d'usage. Malheureusement, Angela n'envisage pas tout à fait, pour l'heure, les choses de la même façon. Elle a fait savoir, le 22 Septembre, à Berlin que la présidence allemande présenterait au « Sommet » de Juin 2007, une feuille de route pour parvenir à un vrai traité-constitution, car, a-t-elle répété, « l'Europe a besoin d'un vrai Traité constitutionnel », à l'issue d'un « dialogue ambitieux ».

SEGO, elle, a débarqué à Bruxelles le 13 Septembre (comme avec le Sénégal, Sarko s'efforce toujours de lui brûler la politesse quand elle sort de l'hexagone). Elle est restée très généraliste, n'étant pas encore la candidate officielle du P.S. et se méfiant des « éléphants ». « L'Europe, a-t-elle dit, en conséquence, est désormais passée de la phase diplo à la phase démo...cratique ». Puis constatant l'épuisement par le succès de l'Europe des pères fondateurs des années 1950 (ce qui n'est pas faux), elle s'est prononcée pour une consultation approfondie du Démon européen, afin de savoir ce que les peuples veulent faire ensemble.

Sego a, cependant, avancé quelques idées attrayantes à première vue : développement des politiques communes de l'immigration et de l'asile, de l'indépendance énergétique et des énergies renouvelables, convergence sociale et fiscale.

Fort bien ! Elle aurait pu encore ajouter à l'énumération : des réseaux T.G.V. paneuropéens, à généraliser ; une Europe qui aurait, enfin, en tant que telle, sa politique extérieure face aux désordres croissants du monde ; une Europe de la défense qui nous apprendrait à nous passer peu à peu des béquilles de l'OTAN. Et puis, une Europe de la

justice et de la police, qui ne serait pas les $\frac{3}{4}$ du temps bloquée par la sacro-sainte règle de l'unanimité ; une Europe de l'environnement, décisive pour l'avenir de nos mêmes sur la planète « Terre » qui, sauf catastrophe majeure, sera peuplée de 9 milliards d'humains en 2050. Et puis, aussi, je vous en prie Madame, une « Europe » qui aurait un peu plus de souffle et de mordant ; une « Europe » qui aurait à cœur de réduire l'indifférence qui plane entre ses têtes pensantes et les humbles citoyens.

Quoi qu'il en soit, - pardonnez moi cette envolée !- je me dois d'atterrir maintenant au ras des pâquerettes pour faire un constat qui va en gêner plus d'un : Sarko et Ségo sont au moins d'accord sur un point : de nouvelles initiatives fondamentales seront nécessaires pour reprendre le cours interrompu du parcours européen.

Quand le P.S., comme cela a été décidé par son bureau national du 7 Juin dernier, dans un projet ratifié par ses sections locales, proposait « un nouveau traité à soumettre au peuple français par référendum qui soit strictement institutionnel et organise les pouvoirs avec un parlement européen exerçant ses pleines responsabilités législatives et budgétaires, un président de la Commission élu par le Parlement européen, un Conseil européen avec à sa tête un nouveau président de l'Europe », il était moins loin qu'il n'y paraît de la récente démarche Sarkozyste à Bruxelles que de la position du président du groupe socialiste européen, au sein du Parlement de l'Union, l'allemand Martin Schultz qui, ce même mois de Juin, insistait sur « la poursuite nécessaire du processus de ratification, jusqu'au bout de celui-ci ».

- Voici, semble-t-il, où nous en sommes, ce 19 Octobre 2006. A l'évidence, « l'Europe » a atteint une sorte de palier, c'est-à-dire une phase à peu près étale de son processus d'intégration, riche d'interrogations contradictoires. Une phase caractérisée aussi par la fluidité.
- Malgré les fébrilités mondiales et d'incontestables signes avant-coureurs de nouvelles turbulences, « l'Europe puissance » reste un mythe. Malgré cinq années de débats sur ce qu'on appelle, faute de mieux, « l'Europe politique », l'Union européenne demeure, comme on l'a dit, un « objet constitutionnel non identifié ».
- La seule chose réconfortante, du moins à mes yeux, c'est que le débat sur le fond ne cesse de rebondir et que la matière grise est, de nouveau, en mouvement, d'autant que le Traité de Nice n'a pas prévu, en 2000 de codifier de nouvelles règles du jeu au-delà de 27 Etats membres, pour permettre à l'Union européenne de s'élargir (même à la petite Croatie) et, en même temps, tout simplement, pour permettre à l'Union européenne de fonctionner. Croyez-moi, c'est un aiguillon !
- Mais, de grâce, pour franchir ce palier, il conviendrait en tout cas, d'éviter, encore une fois, que nous nous contentions des palliatifs auxquels nos excellences ont eu trop souvent recours.
- Une évidence saute aux yeux, en effet : nous ne construisons pas l'Europe de l'intemporel, comme si l'histoire devait attendre notre bon plaisir, alors que, dans le grand brouhaha de la mondialisation ambiante, cette histoire galope et si nous n'y prenons garde, notre processus d'intégration risque fort, un jour pas très lointain, de paraître aussi dépassé par les événements que ne l'est aujourd'hui l'Etat-Nation européen, pour maîtriser de son seul fait, les événements que nous vivons.

Jean-Pierre Gouzy

(octobre 2006)